



En prélude à son document de partenariat-pays 2017-2020, la Banque mondiale a échangé avec des journalistes pour recueillir leurs opinions sur le diagnostic établi par ses experts sur la situation économique et sociale du Burkina. L'institution de Bretton wood demeure le premier bailleur de fonds avec un portefeuille de 25 projets estimés à 1, 376 milliard de dollars.

Après une série de rencontres avec la société civile, les décideurs et les régionaux, la Banque mondiale échange avec les médias autour des grandes lignes de son diagnostic systématique-pays. C'est ce document qui va inspirer l'élaboration du partenariat de l'institution avec le pays pour la période 2017-2020. Le précédent cadre de partenariat, élaboré pour la période 2013-2016, arrive à échéance. Cette consultation vise à s'assurer de la pertinence du diagnostic de la situation économique et sociale. L'institution de Bretton Wood veut ainsi conformer les propositions des secteurs prioritaires avec les priorités du Plan national de développement économique et social (PNDS) le nouveau référentiel en matière de développement au coût estimé à 15 395 milliards de francs CFA concocté par le gouvernement.

Portefeuille de 25 projets

Premier partenaire financier du Burkina, la Banque mondiale détient un portefeuille de 25 projets et un programme estimé à 1,3 milliard de dollars. Les plus emblématiques concernent par exemple le projet filets sociaux qui consiste à distribuer des cashes à des ménages pauvres ou encore le projet emploi des jeunes qui coûte environ 25 milliards de FCFA. De même, la Banque mondiale est le premier investisseur (115 millions de dollars mis sur la table) de Bagrépôle, un complexe agroindustriel dont l'impact sur le PIB est estimé à 5,1 % sur la période 2014-2020. Parallèlement, l'institution prépare un projet de construction d'une centrale thermique de 80 à 100 millions de dollars pour aider le pays à réduire son déficit énergétique évalué à 140 mégawatts.

Priorités en matière de développement

Le DSP dégage les contraintes et les priorités en matière de développement qui vont guider les interventions de la Banque pour les prochaines années. Parmi ces contraintes, l'on note l'impact du changement climatique, la démographie galopante (+3,1 % par an selon les chiffres officiels), la sécurité. Sur le front macroéconomique, le PNDES table sur une hypothèse de croissance de 8 % par an sur la période 2016-2020, alors que le Produit intérieur brut avait sensiblement pâti de la crise politique de 2014 à 4 %. Il avait même reculé à 3,6 % en 2013.

Déjà le DSP propose deux voies pour promouvoir le développement inclusif. D'un côté, il prône la création d'emplois productifs, à l'image du Plan qui entend s'attaquer à la transformation structurelle de l'économie et créer au moins 50 000 emplois annuels. D'un autre, le diagnostic de la Banque insiste sur l'accès aux services sociaux de base et des infrastructures comme moyen de réduction significative de la pauvreté. Là encore, le PNDES qui prévoit lever 5 570 milliards de francs CFA auprès des investisseurs étrangers lors de la Conférence des bailleurs à Paris en décembre prochain, appelle à ramener la proportion de pauvres à 35 % contre un taux de 41 % actuellement, d'après les données de l'Institut national de la statistique et de la démographie. Dans un contexte où 20 % des ménages burkinabè détiennent plus de la moitié de la richesse nationale, la réduction des inégalités sera l'un des défis du PNDES. Cela est aussi valable pour le progrès mitigé des indicateurs de santé, éducation, logement et des infrastructures.

"Pour nous, il est important de nous assurer d'être dans le cadre des priorités des burkinabè", a expliqué le représentant-résident de la Banque mondiale, Cheick Fantamady Kanté. Et il ajoute:

Politique économique: la Banque mondiale consulte les médias

Écrit par Sidwaya

Mercredi, 09 Novembre 2016 09:38 - Mis à jour Mercredi, 09 Novembre 2016 09:50

"Nous allons à la prochaine étape décliner le diagnostic en projets". Il faut dire que le DSP doit requérir l'aval du conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale permettant aux experts de l'institution de rédiger le document du cadre de partenariat-pays. Les journalistes ont salué cette initiative de la Banque. "Depuis un certain temps, la Banque est dans une démarche inclusive. C'est une bonne idée d'associer les médias à cette consultation. Cela élargit la vision et la perception des journalistes de ce que fait la Banque au Burkina", affirme Abdoulaye Tao, de l'Economiste du Faso. Même constat pour Firmin Ouattara de L'Express du Faso: "Nous repartons mieux situés sur les interventions de la Banque, et en conséquence, nous pourrons mieux informer nos lecteurs".

Saturnin N. Coulibaly

Sidwaya